

No. 40536

Multilateral

Convention on the issuance of a life certificate (with annexes). Paris, 10 September 1998

Entry into force: *1 September 2004, in accordance with article 14 (see following page)*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 1 September 2004*

Multilatéral

Convention relative à la délivrance d'un certificat de vie (avec annexes). Paris, 10 septembre 1998

Entrée en vigueur : *1er septembre 2004, conformément à l'article 14 (voir la page suivante)*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Suisse, 1er septembre 2004*

Participant

Spain

Turkey

Ratification

26 Feb 2001

21 May 2004

Participant

Espagne

Turquie

Ratification

26 févr 2001

21 mai 2004

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION RELATIVE À LA DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE VIE

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,

Désireux de faciliter la preuve de la vie des personnes qui ne résident pas sur le territoire de l'Etat contractant où la preuve doit être fournie,

Sont convenus des dispositions suivantes

Article 1

1. Les Etats contractants s'engagent à délivrer un certificat de vie quand l'existence d'une personne doit être prouvée dans un Etat contractant, autre que celui où réside cette personne.

2. Le certificat est délivré par l'autorité compétente de l'Etat de résidence du demandeur, quelle que soit sa nationalité.

Article 2

1. Les certificats établis conformément à la présente Convention sont reconnus dans tous les Etats contractants.

2. Ils doivent être acceptés lorsqu'ils sont présentés dans les délais prévus par la loi ou les usages en vigueur dans le pays où ils sont utilisés.

3. Ils font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 3

L'autorité compétente délivre le certificat de vie conformément aux dispositions de sa loi interne.

Article 4

1. Lors de la signature de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat devra désigner les autorités compétentes pour délivrer le certificat prévu par la présente Convention.

2. Toute modification apportée ultérieurement à cette désignation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

3. Les autorités diplomatiques ou consulaires sont aussi compétentes pour délivrer un certificat de vie à leurs ressortissants qui résident dans l'Etat où ces autorités exercent leurs fonctions. Elles sont également compétentes, quelle que soit la nationalité de l'intéressé, si la loi de l'Etat de leur résidence ne s'y oppose pas et si le certificat doit être utilisé dans le territoire de l'Etat dont elles dépendent.

Article 5

1. Le certificat est établi conformément au modèle figurant à l'annexe 1 de la présente Convention. Il est rédigé dans la langue de l'autorité qui le délivre et dans la langue française.
2. Toutes les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui le délivre.
3. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.
4. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé.

Article 6

Au verso de chaque certificat doivent figurer:

- a) une référence à la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,
- b) un résumé des articles 1, 2, 4, 5 et 10 de la Convention au moins dans la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

Article 7

Les énonciations invariables figurant au recto du certificat seront pourvues des codes numériques dont la liste est prévue à l'annexe 2 de la présente Convention.

Article 8

1. Lors de la ratification de la présente Convention, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant devra déposer auprès du Secrétariat Général de la Commission internationale de l'Etat Civil la traduction dans sa ou ses langues officielles des ternies inclus dans la liste figurant à l'annexe 2 de la présente Convention. Cette traduction devra être approuvée par le Bureau de la Commission internationale de l'Etat Civil.
2. Toute modification apportée à cette traduction devra être déposée auprès du Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil et approuvée par le Bureau de la Commission internationale de l'Etat Civil.

Article 9

1. Le codage des énonciations contenues dans le certificat figurant à l'annexe I et la liste des codes prévus à l'annexe 2 pourront être modifiés par une résolution votée à la ma-

jorité simple par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats contractants non membres. Toute modification doit tenir compte des codes utilisés dans les autres Conventions de la Commission internationale de l'Etat Civil.

2. La résolution visée au premier alinéa sera déposée auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 10

1. Si le requérant le demande, l'autorité qui délivre le certificat joint la liste des codes figurant dans le certificat et leur traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat sera utilisé, ou dans les langues officielles des Etats contractants. Cette même autorité peut aussi procéder au décodage en traduisant le certificat dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où il sera utilisé.

2. Tout intéressé peut demander à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le certificat est utilisé de traduire les codes dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou de procéder au décodage du certificat.

3. Lors de la signature de la présente Convention, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant désigne les autorités compétentes pour traduire les codes ou procéder au décodage conformément aux dispositions de l'alinéa 2. Toute modification ultérieure de ces autorités sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 11

1. Les certificats indiquent le nom et la qualité de celui qui les a délivrés. Ils sont datés et revêtus de la signature et du sceau requis.

2. Ils sont dispensés de traduction, de légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire des Etats contractants. Toutefois l'autorité ou l'organisme auxquels ils sont présentés peut, en cas de doute grave portant soit sur la véracité de la signature, soit sur l'identité du sceau ou du timbre, soit sur la qualité du signataire, les faire vérifier par l'autorité qui a délivré le certificat, selon la procédure prévue par la Convention portant dispense de légalisation pour certains actes et documents, signée à Athènes le 15 septembre 1977.

Article 12

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 13

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, de l'Union Européenne ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 14

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par deux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

2. A l'égard de l'Etat qui la ratifiera, l'acceptera, l'approuvera ou y adhérera après son entrée en vigueur la Convention prendra effet le premier jour du quatrième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. La résolution visée à l'article 9 prendra effet, dans les rapports entre les Etats contractants, à compter du premier jour du quatrième mois suivant son dépôt.

Article 15

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 16

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 17

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification.

Article 18

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;

- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;
- e) toute déclaration faite en vertu des articles 4 et 10;
- f) toute résolution prise en application de l'article 9 avec la date à laquelle elle prendra effet.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 10 Septembre 1998 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour le Gouvernement la République fédérale d'Allemagne :

RAINER FRANK

Pour le Gouvernement du Royaume d'Espagne :

DIEGO ESPÍN CÁNOVAS

Pour le Gouvernement de la République française :

HUBERT VEDRINE

Pour le Gouvernement de la République italienne :

ALDO DAINOTTO

Pour le Gouvernement de la République de Turquie :

ISMAIL GÜNINDI

ANNEXE 1 - Recto

ETAT 2-1-1:

CERTIFICAT DE VIE 1-5-1										
Autorité de délivrance 1-1-2:	Nom du signataire 1-1-2-1:									
Lieu de délivrance 2-2-2-9:	Qualité du signataire 1-1-2-2:									
Certifie à la date d'aujourd'hui la vie de 1-5-1-1:										
Nom 7:	Prénom(s) 8:									
<input type="checkbox"/> Sexe masculin 3-4-1	<input type="checkbox"/> Sexe féminin 3-4-2									
Date de naissance 9-7: <table style="margin-left: auto; margin-right: auto; border: none;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">J<small>o</small></td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">M<small>o</small></td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">A<small>n</small></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-3</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-2</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-1</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][]</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][]</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][][][]</td> </tr> </table>	J <small>o</small>	M <small>o</small>	A <small>n</small>	9-4-3	9-4-2	9-4-1	[][]	[][]	[][][][]	Lieu de naissance 2-4:
J <small>o</small>	M <small>o</small>	A <small>n</small>								
9-4-3	9-4-2	9-4-1								
[][]	[][]	[][][][]								
Résidence 2-1-2-2:										
Contrôle effectué 10-1										
<input type="checkbox"/> Carte nationale d'identité 10-1-1-1: <input type="checkbox"/> Passeport 10-1-1-2: <input type="checkbox"/> Permis de conduire 10-1-1-3: <input type="checkbox"/> Carte de séjour 10-1-1-4: <input type="checkbox"/> Registres communaux 1-2-5: <input type="checkbox"/> Registres consulaires 1-2-6: <input type="checkbox"/> Autre(s) justification(s) 10-1-9:	Numéro 9-2:									
Date de délivrance 9-5-2-9: <table style="margin-left: auto; margin-right: auto; border: none;"> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">J<small>o</small></td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">M<small>o</small></td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">A<small>n</small></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-3</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-2</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">9-4-1</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][]</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][]</td> <td style="text-align: center; padding: 0 5px;">[][][][]</td> </tr> </table>	J <small>o</small>	M <small>o</small>	A <small>n</small>	9-4-3	9-4-2	9-4-1	[][]	[][]	[][][][]	Signature 9-3-1: Sceau 9-3-3:
J <small>o</small>	M <small>o</small>	A <small>n</small>								
9-4-3	9-4-2	9-4-1								
[][]	[][]	[][][][]								

ANNEXE. I - VERSO

CERTIFICAT DÉLIVRÉ EN APPLICATION DE LA CONVENTION DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT CIVIL SIGNÉE À LE

Selon les articles 1, 2, 4, 5 et 10 de la Convention :

- Le certificat de vie est délivré par l'autorité compétente de l'Etat de résidence quelle que soit la nationalité de la personne concernée et, sous certaines conditions, par les autorités diplomatiques ou consulaires.

- Il doit être accepté lorsqu'il est présenté dans les délais prévus par la loi ou les usages en vigueur dans le pays où il est utilisé.

- Il fait foi jusqu'à la preuve du contraire.

- Le certificat est rédigé dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité qui le délivre et dans la langue française.

- Les inscriptions à porter sur le certificat sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité qui délivre le certificat.

- Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo, Mo et An le jour, [mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09. Le nom de tout lieu mentionné dans le certificat est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé.

- Si le requérant le demande, l'autorité qui délivre le certificat joint la liste des codes figurant dans le certificat et leur traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où le certificat sera utilisé, ou dans les langues officielles des Etats contractants. Cette même autorité peut aussi procéder au décodage en traduisant le certificat dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat où il sera utilisé. Tout intéressé peut demander à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le certificat est utilisé de traduire les codes dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de cet Etat ou de procéder au décodage du certificat.

ANNEXE 2

LISTE DES ÉNONCIATIONS ET LEURS CODES

I-1-2	Autorité de délivrance
I-1-2-1	Nom du signataire
I-1-2-2	Qualité du signataire
I-2-5	Registres communaux
I-2-6	Registres consulaires
I-6-1	Certificat de vie
I-6-1-1	Certifie à la date d'aujourd'hui la vie de
2-1-1	Etat
2-1-2-2	Résidence
2-2-2-9	Lieu de délivrance
2-4	Lieu de naissance
3-4-1	Sexe masculin
3-4-2	Sexe féminin
7	Nom
8	Prénom(s)
9-2	Numéro
9-3-1	Signature
9-3-3	Sceau
9-4-1	Année
9-4-2	Mois
9-4-3	Jour
9-5-2-9	Date de délivrance
9-7	Date de naissance
10-1	Contrôle effectué
I0-1-1-1	Carte nationale d'identité
I0-1-1-2	Passeport
I0-1-1-3	Permis de conduire
I0-1-1-4	Carte de séjour
10-1-9	Autre(s) justification(s)

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON THE ISSUANCE OF A LIFE CERTIFICATE

The signatory States to this Convention, members of the International Commission on Civil Status,

Being desirous of facilitating proof that a person is alive, in cases where such proof has to be furnished in a State in whose territory that person is not resident,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting States undertake to issue a life certificate when the existence of a person has to be proved in a Contracting State other than the one in which he or she is resident.

2. The certificate shall be issued by the competent authority of the State of residence of the person applying for it, regardless of his or her nationality.

Article 2

1. Certificates drawn up in conformity with this Convention shall be recognised in all the Contracting States.

2. Such certificates must be accepted if they are presented within the time-limit prescribed by the law or the practice in force in the country where they are to be used.

3. Such certificates shall be accepted as correct unless and until the contrary is proved.

Article 3

The competent authority shall issue the life certificate in accordance with the provisions of its domestic law.

Article 4

1. At the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, each State shall designate the authorities empowered to issue the certificate provided for in this Convention.

2. Any subsequent modification of such designation shall be notified to the Swiss Federal Council.

3. Diplomatic or consular authorities too shall be empowered to issue a life certificate to a national of their State residing in the State where they are performing their duties. They shall also be empowered to issue a certificate regardless of the nationality of the per-

son concerned, if this is not precluded by the law of their State of residence and if the certificate is to be used in the territory of the State which they represent.

Article 5

1. The certificate shall be drawn up in conformity with the model appearing in Annex 1 to this Convention and shall be written in the language of the issuing authority and the French language.

2. All the entries on the certificate shall be written in Latin characters in detached script; they may also be written in the characters of the language of the authority issuing the certificate.

3. Dates shall be written in Arabic numerals, denoting successively, under the symbols Jo, Mo and An, the day, month and year. The day and the month shall be indicated by two figures, and the year by four figures. The first nine days of the month and the first nine months of the year shall be indicated by numbers running from 01 to 09.

4. The name of any place mentioned in the certificate shall be followed by the name of the State in which that place is situated.

Article 6

On the reverse of each certificate there shall appear:

(a) a reference to the Convention, at least in the official language or one of the official languages of each of the States which, at the time of signature of this Convention, are members of the International Commission on Civil Status,

(b) a summary of Articles 1, 2, 4, 5 and 10 of the Convention, at least in the language of the authority issuing the certificate.

Article 7

The standard entries appearing on the front of the certificate shall bear code numbers a list whereof is set out in Annex 2 to this Convention..

Article 8

1. At the time of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, each Contracting State shall deposit with the Secretariat General of the International Commission on Civil Status the translation in its official language or languages of the terms included in the list in Annex 2 to this Convention. This translation must be approved by the Bureau of the International Commission on Civil Status.

2. Any modification of this translation shall be deposited with the Secretariat General of the International Commission on Civil Status and approved by the Bureau of the International Commission on Civil Status.

Article 9

1. The coding of the entries contained in the certificate in Annex 1 and the list of code numbers in Annex 2 may be modified by a resolution adopted by a simple majority of the representatives of the member States of the International Commission on Civil Status and the non-member Contracting States. Any modification must take account of the code numbers used in the other Conventions of the International Commission on Civil Status.

2. Any such resolution shall be deposited with the Swiss Federal Council.

Article 10

1. If the person applying for the certificate so requests, the issuing authority shall append a list of the code numbers appearing in the certificate and their translation into the official language or one of the official languages of the State where the certificate is to be used or into the official languages of the Contracting States. That authority may also decode the certificate by translating it into the official language or one of the official languages of the State where it is to be used.

2. Any interested party may request the competent authority of the State in which the certificate is being used to translate the code numbers into the official language or one of the official languages of that State or to decode the certificate.

3. At the time of signature, ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, each Contracting State shall designate the authorities empowered to translate the code numbers or decode certificates in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Article. Any subsequent modification to the identity of such authorities shall be notified to the Swiss Federal Council.

Article 11

1. Certificates shall indicate the name and capacity of the person issuing them. They shall be dated and signed and bear the requisite seal.

2. Certificates shall be exempt from translation and from legalisation or any equivalent formality in the territory of the Contracting States. However, the authority or agency to which a certificate is presented may, in case of serious doubt as to the authenticity of the signature, the identity of the seal or stamp or the capacity of the signatory, have it verified by the authority that issued the certificate, in accordance with the procedure laid down by the Convention on the exemption from legalisation of certain records and documents, signed at Athens on 15 September 1977.

Article 12

The instruments of ratification, acceptance or approval of this Convention shall be deposited with the Swiss Federal Council.

Article 13

Any member State of the International Commission on Civil Status, the European Union or the Council of Europe may accede to this Convention. The instrument of accession shall be deposited with the Swiss Federal Council.

Article 14

1. This Convention shall enter into force on the first day of the fourth month following the month of deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession by two member States of the International Commission on Civil Status.

2. In respect of a State ratifying, approving, accepting or acceding after its entry into force, the Convention shall take effect on the first day of the fourth month following the month of deposit by that State of the instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

3. Any resolution adopted in pursuance of Article 9 shall take effect, in relations between the Contracting States, from the first day of the fourth month following its deposit.

Article 15

No reservation to this Convention shall be permitted.

Article 16

1. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession or at any later date, declare that this Convention shall extend to all of the territories for whose international relations it is responsible, or to one or more of them.

2. The Swiss Federal Council shall be notified of such declaration and the extension shall take effect when the Convention enters into force for that State or, subsequently, on the first day of the fourth month following the month of receipt of the notification.

3. Any declaration of extension may be withdrawn by notification to the Swiss Federal Council, and the Convention shall cease to apply to the designated territory on the first day of the fourth month following the month of receipt of that notification.

Article 17

1. This Convention shall remain in force indefinitely.

2. However, any State party to this Convention shall have the option of denouncing it at any time after the expiry of a period of one year from the date of the entry into force of the Convention in respect of that State. Denunciation shall be notified to the Swiss Federal Council and shall take effect on the first day of the sixth month following the month of receipt of that notification.

Article 18

1. The Swiss Federal Council shall notify the member States of the International Commission on Civil Status and any other State which has acceded to this Convention of:

- (a) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) any date of entry into force of the Convention;
- (c) any declaration concerning the territorial extension of the Convention or its withdrawal, together with the date on which it will take effect;
- (d) any denunciation of the Convention and the date on which it will take effect;
- (e) any declaration made under Article 4 or Article 10;
- (f) any resolution adopted in pursuance of Article 9, together with the date on which it will take effect.

2. The Swiss Federal Council shall inform the Secretary General of the International Commission on Civil Status of any notification made in pursuance of paragraph 1.

3. On the entry into force of this Convention, a certified copy shall be transmitted by the Swiss Federal Council to the Secretary General of the United Nations for the purposes of registration and publication, in accordance with Article 102 of the United Nations Charter.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to this end, have signed this Convention.

Done at Paris, on 10 September 1998, in a single copy in the French language, which shall be deposited in the archives of the Swiss Federal Council and a certified copy of which shall be transmitted, through diplomatic channels, to each of the member States of the International Commission on Civil Status and to the acceding States. A certified copy shall also be sent to the Secretary General of the International Commission on Civil Status.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

RAINER FRANK

For the Government of the Kingdom of Spain:

DIEGO ESPÍN CÁNOVAS

For the Government of the French Republic:

HUBERT VEDRINE

For the Government of the Italian Republic:

ALDO DAINOTTO

For the Government of the Republic of Turkey:

ISMAIL GÜNINDI

Annex 1 — Front

Life Certificate 1-6-1

Issuing authority 1-1-2 :	Name of signing official 1-1-2-1 :									
Place of issuance 2-2-2-9 :	Title of signing official 1-1-2-2 :									
Certify on today's date the life of 1-6-1-1 :										
Last name 7 :	First name(s) 8 :									
Male 3-4-1	Female 3-4-2									
Date of birth 9-7 : <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="text-align: center;"><i>Day</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Mo.</i></td> <td style="text-align: center;"><i>Yr.</i></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">9-4-3</td> <td style="text-align: center;">9-4-2</td> <td style="text-align: center;">9-4-1</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;"> </td> <td style="text-align: center;"> </td> <td style="text-align: center;"> </td> </tr> </table>	<i>Day</i>	<i>Mo.</i>	<i>Yr.</i>	9-4-3	9-4-2	9-4-1				Place of birth 2-4 :
<i>Day</i>	<i>Mo.</i>	<i>Yr.</i>								
9-4-3	9-4-2	9-4-1								
Residence 2-1-2-2:									

Checked on 10-1	
Number 9-2:	
National ID card 10-1-1-1:
Passport 10-1-1-2 :
Driving licence 10-1-1-3 :
Residence permit 10-1-1-4 :
Community register 1-2-5 :
Consular register 1-2-6 :
Other document(s) 10-1-9 :

Date issued 9-5-2-9 :	Signature 9-3-1 :	Seal 9-3-3 :
<i>Day Mo. Yr.</i>		
9-4-3 9-4-2 9-4-1		

Annex 1 — Reverse side

**Certificate issued pursuant to the Convention of the International
Commission on Civil Status signed at _____ on _____**

In accordance with articles 1, 2, 4, 5, and 10 of the Convention:

- This life certificate is issued by the competent authority of the State of residence regardless of the nationality of the applicant and, under certain conditions, by the diplomatic or consular authorities.
- It shall be accepted upon presentation within the time limit prescribed by law or custom in the country where it is to be used.
- It shall be valid unless and until proved otherwise.
- It is drafted in French and in the official language or one of the official languages of the issuing authority.
- Entries appearing on this certificate are written in Latin print characters and may also be written in the characters of the language of the issuing authority.
- Dates are written in Arabic numerals denoting successively, under the symbols *Day*, *Mo.* and *Yr.*, the day, month and year. The day and the month are indicated by two digits and the year by four digits. The first nine days of the month and of the year are indicated by digits ranging from 01 to 09. Any place name mentioned on this certificate is followed by the name of the State in which that place is located.
- Should the applicant so request, the issuing authority shall append a list of the codes appearing in the certificate and their translation into the official language or one of the official languages of the State where the certificate is to be used, or into the official languages of the contracting States. That authority may also decode the certificate by translating it into the official language or one of the official languages of the State where it is to be used. Any interested party may request the competent authority of the State in which the certificate is used to translate the codes into the official language or one of the official languages of that State or to decode the certificate.

Annex 2

List of entries and their codes

1-1-2	Issuing authority
1-1-2-1	Name of signing official
1-1-2-2	Title of signing official
1-2-5	Community register
1-2-6	Consular register
1-6-1	Life certificate
1-6-1-1	Certify on this date the life of
2-1-1	State
2-1-2-2	Residence
2-2-2-9	Place of issuance
2-4	Place of birth
3-4-1	Male
3-4-2	Female
7	Last name
8	First name(s)
9-2	Number
9-3-1	Signature
9-3-3	Seal
9-4-1	Year
9-4-2	Month
9-4-3	Day
9-5-2-9	Date issued
9-7	Date of hirth
10-1	Checked on
10-1-1-1	National ID card
10-1-1-2	Passport
10-1-1-3	Driving licence
10-1-1-4	Residence permit
10-1-9	Other document(s)